Communiqué

Un dirigeant régional de Véolia doit venir en fin d'après-midi à Beauvais pour discuter avec les représentants des salariés, en grève quasi-totale depuis lundi : enfin pourrait-on dire !

Je souhaite que ce dirigeant de Véolia prenne conscience de la profondeur de la crise sociale chez Cabaro à Beauvais où les salariés ont le sentiment d'être bafoués dans leurs droits, dans leur dignité.

La Direction de Véolia ne doit plus tergiverser et chercher le « pourrissement » du conflit mais répondre sérieusement aux revendications légitimes des salariés :

- le paiement des 600 000 euros dus aux salariés sur ces 5 dernières années
- une hausse des salaires de 3 % au 1er janvier 2012

Ces revendications n'ont rien d'exorbitant surtout quand on connait les profits du groupe Véolia, une des multinationales les plus importantes de la planète, et ne justifient en aucun cas l'attitude de blocage de la Direction qui prend en otage les usagers.

Il est révoltant d'apprendre que des chauffeurs de bus et de cars ayant la lourde responsabilité du transport de personnes et soumis à de fortes contraintes sur leurs horaires de travail, ne touchent qu'un tout petit peu plus que le Smic horaire !

Certains chauffeurs n'ayant pas un temps plein ont donc un salaire inférieur à 1 000 euros par mois et certains en sont réduit à aller au Restos du Coeur comme cela m'a été rapporté : ce sont des « travailleurs pauvres ».

De plus, un fort malaise existe au sein de l'entreprise, lié à une détérioration des conditions de travail : par exemple, des chauffeurs de bus urbains indiquent que des pauses existant auparavant ont été supprimées lors de la dernière « réorganisation » des journées de travail.

C'est pourquoi avec mes amis du Front de gauche, j'ai été témoigné chaque jour de ma totale solidarité aux salariés de Cabaro et j'appelle la population, comme nous l'avons écrit sur une affichette scotchée dans les abri-bus de Beauvais, à manifester sa solidarité avec les salariés.

Ce mouvement social témoigne que la question du niveau des salaires est bien l'une des principales préoccupations des français et conforte la proposition que le Front de gauche est la seule grande force politique à formuler : l'exigence d'une hausse immédiate de tous les salaires sur la base d'un SMIC à 1 700 euros bruts.

Thierry AURY
conseiller municipal de Beauvais
secrétaire départemental PCF Oise
co-animateur du Front de gauche dans l'Oise
06 71 72 86 86